

1982, chapitre 84
LOI CONCERNANT LA SUCCESSION
EDMOND LALIBERTÉ SENIOR

Projet de loi n° 226

présenté par M. Richard Guay

Première lecture le 24 février 1982

Deuxième lecture le 22 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juin 1982

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 84

Loi concernant la succession
Edmond Laliberté senior

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

Préam-
bule.

ATTENDU que Edmond Laliberté senior a, par son testament fait le 7 juillet 1922, constitué ses fils Edmond junior et Jean-Paul ses légataires universels résiduaire;

Que le testateur a légué à Edmond la seigneurie de l'Île Madame, située dans le fleuve Saint-Laurent, et l'a grevée d'une prohibition d'aliéner à perpétuité et d'une substitution de père en fils;

Que le testateur a légué à Jean-Paul ses terres et bâtisses dessus construites situées au lac du Sud-Ouest, le tout grevé de la même prohibition et de la même substitution;

Que, depuis 1931, trois curateurs à la personne et aux biens de Jean-Paul se sont succédé;

Que les deux légataires universels, maintenant âgés de 75 et 76 ans, ne sont plus en mesure de veiller à l'exploitation des deux propriétés d'une superficie d'environ mille quatre cents acres;

Que Edmond junior n'a qu'un fils vivant, Jean, lequel n'a ni l'intention, ni la formation, ni les connaissances requises pour exploiter adéquatement ces propriétés;

Que ni la succession Edmond Laliberté senior, ni les légataires universels de cette succession à titre personnel n'ont la capacité financière de maintenir et de rentabiliser l'exploitation des biens qui leur ont été légués;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Annulation
des clauses
de prohibi-
tion d'a-
liéner.

1. Sont annulées les clauses de prohibition d'aliéner et de substitution contenues au testament d'Edmond Laliberté senior, fait le 7 juillet 1922 devant le notaire Louis Leclerc sous le numéro 45602 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Québec sous le numéro 193 583 du volume B 360 et au bureau de la division d'enregistrement de l'Île d'Orléans, à Saint-Laurent, sous le numéro 6580.

Enregis-
trement
par radia-
tion.

2. L'enregistrement des clauses visées à l'article 1 est rayé sur dépôt d'une copie conforme de la présente loi.

Frais d'a-
doption de
la loi.

3. Les frais d'adoption de la présente loi sont acquittés à même la masse de la succession.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.